

Les progressistes européens et la possible voie à suivre

Les résultats des élections de ces cinq dernières années indiquent clairement aux progressistes qu'ils ne peuvent pas se contenter de réfléchir de manière traditionnelle. Ils ne peuvent pas proposer les solutions habituelles et conventionnelles en espérant que les retombées se feront rapidement. Et ce, pour les placer de nouveau en position de gouverner, avec plus de force.

La première et la plus importante :

Les citoyens ne choisissent plus entre la Gauche et la Droite mais plutôt entre le système démocratique et le système anti-démocratique. Un nombre grandissant de partis politiques ainsi que des nouveaux mouvements comme EnMarche en France, essaient désormais de se faufiler vers le centre, plutôt qu'à gauche ou à droite. Leur objectif est d'apparaître modérés et non extrêmes. Dans ce contexte, les Progressistes semblent s'estomper dans cette bataille. Ils ne sont une alternative ni pour les électeurs conservateurs, ni pour les électeurs populistes. En plus, si les partis sociaux-démocrates et traditionnels se positionnent davantage à gauche, ils risquent de disparaître complètement et de ne plus présenter un choix valable pour les citoyens ancrés dans l'espace urbain et globalisé.

Pour comprendre la méta-tendance, il est utile d'examiner des cas spécifiques. Pour cela, il est nécessaire de revenir sur ce qui s'est passé à Chemnitz en Allemagne en septembre 2018. La police a fait preuve d'incroyables faiblesses en ne maîtrisant pas les fascistes et les néo-nazis. Elle ne semble plus être la force capable de défendre la démocratie, de maintenir l'ordre dans les rues et de mettre fin à l'inacceptable, comme le salut "Heil Hitler" de manifestants. Mais dans tout cela, il y a une chose qui revient très clairement : les citoyens, qui manifestent, se sentent exclus. Ils ne considèrent plus que les institutions démocratiques les représentent. Par conséquent, ils érigent des murs psychologiques. La situation en Allemagne, avec le soutien grandissant apporté aux populistes et extrémistes de droite et à leurs slogans nationalistes et fascistes, n'est pas unique. Cette situation existe également dans d'autres pays d'Europe, comme en Hongrie, en Italie, en Pologne et bien sûr en France.

Contact

Editeur-en-Chief – Alain Bloedt +32 4 91 56 82 72 alain.bloedt@feps-europe.eu

<http://www.progressivepost.eu>

Ce n'est donc plus le slogan séduisant de Bill Clinton, dans les années 1990, qui attire l'attention des électeurs (« It's the economy – stupid »). Les problèmes économiques sont toujours au centre des préoccupations des citoyens. Toutefois, plus de 75 % des citoyens allemands pensent que la situation économique et sociale qu'ils vivent est la meilleure qu'ils aient connue depuis la réunification ! Le Premier ministre de la République tchèque voisine est Andrej Babis, du parti populiste "ANO", et ce, malgré le niveau sans précédent de prospérité économique du pays et un chômage presque inexistant. La Pologne s'est tournée vers Jaroslaw Kaczynski et son parti "Droit et Justice", bien que le pays soit le fier exemple d'un État qui a non seulement survécu mais aussi prospéré lors de la crise de 2008. Autrement dit, l'économie en elle-même n'explique plus et ne dicte pas non plus directement les choix des électeurs. Le discours politique et le débat sociétal doivent comporter une nouvelle ligne politique tournée vers l'avenir, qui donne un regain de confiance, car la foi du citoyen en l'État traditionnel est tombée plus bas que jamais.

Afin de restaurer l'espoir dans le cœur et l'esprit des gens, la politique doit, avant tout, donner les moyens d'améliorer les capacités à traiter les demandes sociétales, civiques et culturelles. Le Président allemand, Frank-Walter Steinmeier, a tout à fait raison lorsqu'il dit que tous ceux qui tournent le dos à la démocratie actuelle ne sont pas nécessairement des ennemis de la démocratie en tant que telle. Mais ils passent à côté du système démocratique. Les partis politiques doivent donc réfléchir à une ligne politique qui englobe non seulement l'économie mais, par-dessus tout, les questions sociétales générales. C'est-à-dire la culture politique - « It's culture – stupid » !

Après les années 1990, la crise de 2007/2008 et le processus de mondialisation à grande vitesse ont laissé les citoyens avec l'idée que la politique et les politiciens n'avaient donné la priorité ni aux gens, ni à la planète. Les gens ne savent plus si le revenu qu'ils peuvent espérer et les conditions que les revenus offrent, leur donnent la capacité et la possibilité de faire partie de leur société respective et d'y être également bien intégrés. À cet égard, l'idée maîtresse du contrat social est remise en question.

D'autres mouvements politiques, surtout les populistes d'extrême droite, obtiennent beaucoup de succès en exploitant ce mécontentement politique et social croissant, la douleur et la frustration, le désenchantement et la colère par des phrases simplifiées et applicatives. Ils s'organisent généralement autour du nationalisme, du racisme, de la

Contact

Editeur-en-Chief – Alain Bloedt +32 4 91 56 82 72 alain.bloedt@feps-europe.eu

<http://www.progressivepost.eu>

xénophobie, et nous sommes tous d'accord pour dire que ceci est clairement à l'opposé de notre éthique, de nos principes progressistes et de la promesse globale **de** solidarité.

La seconde observation est liée à la première :

L'engagement et la participation civiques subissent un réel changement dans nos sociétés. La manière traditionnelle, c'est-à-dire la manière dont les partis politiques sont organisés, ne répond plus aux nouveaux défis de l'activisme, de la participation et de la nécessité d'un type de relation différent en matière de représentation. C'est évident lorsqu'on lit des études comme le Millennial Dialogue de la FEPS.

En suivant les idées des années 1990, les partis progressistes se sont transformés en clubs militants gérés de manière professionnelle. En ce sens, ils continuent d'être organisés autour du défi de la prochaine élection et lorsque les élections sont finies, autour de la manière dont les sondages montrent la pertinence de leur action politique.

Souvent, les partis progressistes ont peur de défier l'opinion populaire. Ils ne prennent pas en compte le niveau local et ce qui est au centre de la vie quotidienne des gens, pourtant une priorité. En fin de compte, ce qui importe, c'est de «*rentrer à la maison*» après une journée de travail, de se retrouver en famille, avec le conjoint et les amis autour de la table, et ce dans un environnement sûr et prospère.

Le raisonnement mène au concept de l'État-nation, qui doit être revu dans un esprit d'ouverture et en guise de réponse au fait que le nationalisme et ce qui lie les citoyens dans les communautés nationales ne représentent plus l'avenir. Ceci est contraire à l'ancienne [théorie marxiste](#) selon laquelle les ouvriers n'ont pas de pays. Nous devrions garder à l'esprit la pensée évidente que dans nos sociétés du 21^e siècle, l'internationalisme et la mondialisation exigent une réorientation substantielle de notre système international. Cela va même au-delà de la théorie de Dani Rodrick qui énonce que les États sont forcés de choisir entre l'intégration mondiale en termes économiques et commerciaux, la souveraineté nationale et la démocratie nationale. Il faut savoir que les citoyens modernes vivent dans un monde globalisé où leur espace de vie physique est la localité. Leur zone de résilience économique et sociale est intégrée dans un système de réseaux mondiaux et

Contact

Editeur-en-Chief – Alain Bloëdt +32 4 91 56 82 72 alain.bloedt@feps-europe.eu

<http://www.progressivepost.eu>

d'institutions multilatérales. Le défi repose sur sa réglementation, dans le respect de notre dignité humaine et de nos valeurs humaines.

C'est là que réside la responsabilité de l'Union européenne de nos jours. Lorsque la Communauté européenne a été créée, le discours était « Plus de guerre sur le sol européen ! ». Cet objectif a été atteint à ce jour, même s'il n'est pas garanti pour toujours. Le devoir de l'Union européenne aujourd'hui est d'assurer une vie prospère et un environnement quotidien sûr aux citoyens européens dans leur localité respective.

Les « autres » sont organisés autour de leurs arguments anti-système, qui ne sont, en outre, pas nécessairement vrais, comme nous le voyons à l'évidence et sans détour dans la revue quotidienne du président Trump sur Twitter. Ils sont basés sur des théories révisionnistes de l'État-nation et des systèmes traditionnels des relations commerciales et économiques.

La troisième observation nous place au cœur du projet européen :

Ce que les progressistes ont manqué en particulier au lendemain de la crise financière de 2007/2008, c'est la promesse porteuse du projet européen et des pierres angulaires européennes d'un système opérationnel de protection sociale continentale, basé sur une structure démocratique et pluraliste. Au contraire, tous les débats sur l'Europe sociale ont été gelés pendant presque une décennie avec l'excuse répétée de l'austérité et le mantra selon lequel *nous ne pouvons pas nous le permettre*. Cela a été très dommageable, car l'Europe n'est pas seulement un exemple d'ordre multilatéral destiné à favoriser la coopération entre les États.

À ce propos, l'Europe doit devenir la réponse à un nouveau concept de souveraineté tournée vers l'avenir, définie en tant que souveraineté d'un État européen et supranational. Autrement dit autre chose que la discussion d'un fédéralisme européen rejeté par la plupart des états membres de l'Union européenne depuis des décennies.

Il est nécessaire de mener une évaluation de plus de 60 ans d'histoire européenne. Les pouvoirs et leurs prérogatives doivent être rééquilibrés. L'étendue des domaines dans lesquels les décisions sont prises avec le vote à la majorité qualifiée doit être élargie. Certes, il y a aussi d'autres insuffisances ; certes, il y a le déficit démocratique.

Contact

Editeur-en-Chief – Alain Bloedt +32 4 91 56 82 72 alain.bloedt@feps-europe.eu

<http://www.progressivepost.eu>

Mais ces insuffisances sont presque inhérentes et font partie du concept conservateur (fortement démodé) de l'Europe. Un concept progressiste du projet européen doit développer une vision qui corresponde aux vues d'une souveraineté partagée et qui mette au centre l'idée selon laquelle un État seul ne peut plus s'occuper des problèmes complexes du monde globalisé. Les interdépendances sont devenues vastes et transversales. Nous voyons leur incroyable étendue à l'exemple des négociations du Brexit.

Relier les deux enjeux, le rôle de l'État et l'avenir de l'Europe, n'est pas un processus facile. Mais l'écart qui existe entre l'Union européenne et les différents systèmes politiques nationaux est responsable du rejet croissant de l'Europe. Il est trop intergouvernemental et axé sur les compromis. Un nouveau départ, juste après les élections l'année prochaine, pourrait permettre de rassembler les citoyens européens autour d'une nouvelle constitution européenne. Elle pourrait et devrait être réfléchi et amené par les Progressistes, dans l'esprit d'une nouvelle forme d'appartenance ou de fédéralisme tel qu'il n'est pas développé actuellement.

L'erreur générale des Progressistes est souvent de considérer que ce qui n'a pas fonctionné par le passé ne peut pas fonctionner à l'avenir. L'approche devrait être que ce qui n'a pas fonctionné par le passé doit être replacé dans le contexte pour faire en sorte que cela fonctionne à l'avenir. À cet effet, l'enseignement de 2005 et le rejet de la constitution en France et au Pays-Bas portent sur la compréhension du contexte et la définition de la trajectoire du processus politique de manières différentes, axées sur le citoyen.

Le président français, Emmanuel Macron, a essayé de le faire avec les conventions de citoyens qu'il a inventées et proposées aux dirigeants européens. Mais à l'évidence, cela est uniquement dans un but électoral et n'offre rien de concret, si ce n'est une autre agora. Les premières expériences de ces conventions le montrent très clairement. Il ne peut plus être question de parler simplement d'Europe. Il doit s'agir de faire avancer l'Europe.

Contact

Editeur-en-Chief – Alain Bloëdt +32 4 91 56 82 72 alain.bloedt@feps-europe.eu

<http://www.progressivepost.eu>

En conclusion, les Progressistes doivent :

1. Clairement mener la lutte contre tout type de néofascisme et de nationalisme.
2. Renforcer la participation des citoyens et promouvoir les niveaux politiques locaux afin de développer une nouvelle appartenance européenne.
3. Porter enfin les valeurs européennes et de l'Europe au cœur du débat en tant que seule et unique réponse à la mondialisation.

proposition : Porter enfin les valeurs européennes de l'UE au cœur du débat en tant que seule et unique réponse à la mondialisation.

Contact

Editeur-en-Chief – Alain Bloëdt +32 4 91 56 82 72 alain.bloedt@feps-europe.eu

<http://www.progressivepost.eu>